

Discours de Michel Delebarre « Une carrière au service de la coopération transfrontalière »¹, prononcé lors de la conférence universitaire « Border Regions in Transition » (BRIT)² à Arras, le 4 novembre 2014

Merci de m'avoir invité dans votre rencontre internationale sur la question des frontières.

Nous sommes au lendemain de la Toussaint. C'est une fête traditionnelle en France où on honore les morts. L'intitulé "Une carrière au service de la coopération transfrontalière", me concernant, ressemble à ce que pourrait être l'épithète sur ma tombe, lorsqu'à chaque Toussaint dans les prochaines années, vous viendrez vous recueillir sur le dernier lopin de terre du Nord-Pas De Calais que j'occuperai. C'est un peu redoutable. Même si je me suis, avec une forme de persévérance, intéressé aux enjeux transfrontaliers, je ne suis pas sûr qu'on puisse dire "une carrière consacrée au transfrontalier".

Un jour, vous ferez un colloque sur des carrières consacrées au transfrontalier, colloque redoutable, parce que vous vous réunirez pour voir tout ce qui ne marche pas, toutes ces carrières consacrées au transfrontalier qui n'auront pas été d'une efficacité extraordinaire, puisqu'il reste encore beaucoup de problèmes à résoudre.

S'agissant du contexte du Nord de la France, la Région Nord-Pas de Calais, nous sommes dans un pays, la France, qui traditionnellement a une organisation très centralisée et qui ne s'est pas toujours passionnée pour les enjeux des frontières et les enjeux transfrontaliers. Les frontières ont été créées comme situation défensive et non pas comme objet de coopération. Ici, dans la Région Nord-Pas de Calais, de Dunkerque, ville que j'administre, le port le plus au Nord de la France, sur tout le Nord de la Région Nord Pas de Calais, c'est une frontière avec la Belgique. Jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale, cela a été sa vocation. Les organisateurs de ces rencontres, à l'université, ici, ont eu l'intelligence de placer ces rencontres dans le contexte de l'anniversaire de la Première Guerre mondiale. Ce qui tend à prouver tout de même que nous sommes ici dans un terrain où la frontière est une zone de confrontation, de guerre et de conflit avant même d'être une zone de préparation de l'avenir.

Je vais vous dire quelques mots sur mon intérêt pour la frontière et la manière dont les choses peuvent aujourd'hui se passer. En la voyant d'abord du niveau très local, quand vous êtes maire

¹ Texte publié dans la newsletter de la MOT d'avril 2022.

² Conférence organisée par le GIS Institut des Frontières et des Discontinuités et les laboratoires : TVES, U. Lille+ ULCO; Discontinuités, U. Artois; ISPOLE, U. Catholique de Louvain. <http://www.espaces-transfrontaliers.org/actualites/news/news/show/rencontres-internationales-du-brit-la-frontiere-source-dinnovation/>

d'une ville ou président d'une agglomération urbaine près de la frontière, votre vie quotidienne est souvent confrontée à des interpellations de vos concitoyens qui vous demandent d'essayer de régler pour eux un certain nombre de problèmes très concrets, et la responsabilité politique, elle commence par le concret : "Monsieur le Maire je voudrais trouver un emploi de l'autre côté de la frontière dans une autre agglomération belge".

Je sais bien qu'il y a un autre côté de la frontière, qui est la Grande-Bretagne, mais je rappellerai qu'entre les deux, il y a de l'eau. Il est plus aisé de franchir et de coopérer sur du dur et sur le continent qu'il ne l'est de le faire avec les Anglais, pour des raisons physiques mais pas seulement. S'agissant des Anglais, il y a toujours d'autres raisons.

La responsabilité en tant qu'homme politique local comme maire ou président d'une agglomération est de faciliter les choses avec le partenaire belge de l'autre côté de la frontière. C'est pour des objectifs d'emploi d'abord, des objectifs de services – "c'est dommage qu'on n'ait pas un transport en commun qui permette de rejoindre à la fois notre agglomération et l'agglomération de l'autre côté de la frontière" –, des objectifs de santé – "que se passe-t-il si dimanche prochain en prenant ma voiture pour aller me balader en Belgique, j'ai un accident, si je suis hospitalisé, je vais être hospitalisé dans un équipement belge ? » Si vous avez un accident et que vous êtes dans le coma, faites un jour l'expérience, je ne vous le souhaite pas, quand vous sortez du coma dans un hôpital belge en Flandres, vous entendez parler flamand. Pour le peu que le coma ait été sérieux, 9/10 chances que vous pensiez être au paradis. Vous êtes assez vite rafraîchis. Les problèmes de vie quotidienne sont des problèmes concrets comme celui-là. Ce que l'on demande d'abord aux responsables politiques, c'est "allez-vous nous aider à régler ces problèmes de la vie quotidienne?".

Depuis des années, l'Union européenne et la mise en place de la politique de la cohésion, des instruments existent pour rapprocher les points de vue de part et d'autre de la frontière, ce qu'on appelle les programmes Interreg, des programmes de coopération entre collectivités pour répondre à des préoccupations qui se posent à travers la frontière et faciliter la vie quotidienne. Mon premier témoignage comme responsable politique dans le Nord-Pas de Calais sur ces sujets est qu'on constate que, progressivement, des problèmes très concrets commencent à se régler. C'est vrai sur toutes les frontières françaises.

En même temps que mes responsabilités de la Nord-Pas de Calais, je suis sénateur et président de la MOT, la Mission opérationnelle transfrontalière, une association, un organisme national, qui a pour vocation de soutenir tous les projets de coopération transfrontaliers à travers toutes les frontières françaises et de résoudre un certain nombre de problèmes. Une illustration : la

coopération entre des hôpitaux de mon secteur géographique et des cliniques flamandes. Il n'y a pas longtemps un hôpital a été inauguré sur la frontière entre la France et l'Espagne. Les habitants de ce territoire transfrontalier, qu'ils soient français ou espagnols, peuvent aller se faire soigner à cet hôpital. Tous les régimes de sécurité sociale, de mutuelle, d'assistance ont été coordonnés et mis en œuvre pour pouvoir fonctionner. Le témoignage que je voudrais donner, c'est d'abord que le transfrontalier nous permet de résoudre des problèmes de la vie quotidienne, au plus près du territoire.

Deuxièmement, le transfrontalier permet aussi de régler des problèmes du niveau régional, cela peut être des problèmes universitaires, de complémentarité de formation, de grands systèmes de transport, liés à des aéroports. Tout cela, on peut le gérer de plus en plus dans une démarche transfrontalière pour parvenir à changer les perspectives économiques des régions concernées.

Ce qui est formidable dans l'Union européenne depuis qu'elle s'intéresse à ces problèmes transfrontaliers, c'est qu'on est en train de passer de territoires qui étaient des zones de conflit, des zones de confrontation, des zones où les pays voisins se tapaient sur la figure, à des espaces de coopération. Régulièrement, dans le Nord-Pas de Calais, quand il y avait un conflit, il fallait qu'ils viennent se battre ici, c'était une habitude, et, en général, ils s'y mettaient à plusieurs. Je suis né à Bailleul, vous ne connaissez pas, pourtant j'y suis né, vous auriez pu faire un effort, c'est une ville de 15 000 habitants entre Lille et Dunkerque. Bailleul a été détruit lors de la Première Guerre Mondiale. Je suis devenu maire plus tard de Dunkerque, qui a été rasée lors de la Deuxième Guerre Mondiale. Comme quoi il ne faut pas me confier une ville! Vous avez vu ce qu'il risque d'arriver. Cette terre du Nord-Pas de Calais est historiquement une terre de conflit. Demain, vous allez à Vimy. Des pays sont venus se battre lors de la Première Guerre Mondiale ici dans le Nord-Pas de Calais et cela a été la seule bataille qu'ils aient connu dans leur histoire. Ils sont repartis chez eux à la fin de la guerre mais ils ont des monuments au mort ici. Cette terre frontalière a été une terre de conflit pendant des générations. La frontière était là pour diviser, pour opposer, on s'aperçoit maintenant que le territoire transfrontalier est l'endroit où l'on peut construire le mieux l'avenir des populations. C'est là où on peut le plus échafauder, élaborer des programmes entre pays pour améliorer les conditions de vie de la population. C'est là où l'Union européenne commence à avoir une réalité, pas seulement un traité ou des directives, mais aussi des réalisations concrètes, qui touchent la vie quotidienne de nos populations.

Si vous sortez de l'idée que la frontière est d'abord un territoire de conflits et d'oppositions mais qu'elle peut redevenir une terre de coopération, tous les territoires transfrontaliers peuvent devenir la vitrine de ce que sera la vie dans l'Union européenne demain et après demain. Parce

que c'est là qu'on commence à régler les problèmes de vie quotidienne et c'est là qu'on commence à trouver des solutions. La Flandre française, le coin de Dunkerque, connaît des difficultés d'emploi et la Flandre belge, elle, a une situation plus favorable sur le plan de l'emploi ; vous avez forcément un appel d'air pour que des Français aillent travailler en Belgique, grâce à la libre-circulation dans le contexte de l'Union européenne. Avec Pôle emploi, l'organisme français qui soutient la recherche d'emploi, nous avons mis en place des formations linguistiques pour permettre à des demandeurs d'emploi de notre territoire d'aller travailler de l'autre côté en Belgique. C'est un élément de vie quotidienne qui transforme le contexte et nous pouvons le faire parce que nous sommes une zone frontalière, parce que notre perspective est transfrontalière.

On peut avoir plus d'ambition au niveau régional et national. Quand on a mis au point les liaisons ferroviaires à grande vitesse et que celles-ci ont desservi toute la partie Nord et Est de la France, on a créé un outil qui a vocation à devenir une des infrastructures européennes majeures. Il permet de relier le Nord de la France à l'ensemble des sites importants de l'Europe du Nord. Vous pouvez, par le TGV, atteindre toute une partie des villes importantes en Allemagne, Bruxelles et au-delà de Bruxelles. Le choix que nous avons fait d'inscrire les liaisons ferroviaires à grande vitesse dans l'aménagement de l'ensemble Nord de la France est un choix d'armature ferroviaire européenne. Cela s'illustre encore mieux quand on a décidé de construire le tunnel sous la Manche et de pouvoir utiliser le transport à grande vitesse pour aller jusqu'à Londres. On est là dans un enjeu d'aménagement du territoire, totalement européen, et dont la décision a été prise par les pays de l'Union européenne concernés. Nous avons un système de transport moderne, rapide, qui rompt complètement avec la notion de frontière.

Une autre grande infrastructure européenne est la liaison fluviale entre le bassin de la Seine avec le Havre comme débouché et les bassins du nord de l'Europe, l'ensemble des bassins belges voire même allemands. Si cela se réalise et cela devrait se réaliser, l'Union européenne sera appelée à participer financièrement. On n'est plus sur un aménagement de proximité mais sur un aménagement du territoire qui va concerner la dimension régionale, la dimension nationale et internationale. Là encore on est encore dans un débat transfrontalier, qui construit l'avenir de l'Union européenne, en partant du principe que la frontière est un élément qu'on doit savoir reconsidérer pour en faire un plus de partenariat et non plus regarder comme étant la division et la terre de conflit dont on a l'habitude.

La MOT est appelée à intervenir de temps à autre sur des enjeux transfrontaliers sur le continent africain. Dans ce contexte-là, les frontières sont encore des zones de conflit et des zones de séparation, de division, parfois même entre la même ethnie qui est de part et d'autre de la frontière. Ce que l'on doit faire dans la réflexion d'avenir, c'est complètement changer l'approche, comme

c'est le cas à l'heure actuelle dans l'Union européenne, ces frontières vont être dans quelques années les territoires de coopération les plus porteurs d'avenir en Afrique.

La Hongrie est en train de faire tout un travail sur la coopération par-delà ses frontières. La Pologne a la même réflexion. C'est à dire que plusieurs pays de l'Union européenne font la même démarche que celle que nous avons initié ici et travaillent sur leurs frontières comme étant des atouts de développement, d'aménagement et pas des lieux de crises, de crispation ou des lieux où en règle générale peu de choses se passaient.

Dans l'histoire, les pays étant d'abord prudents, quand ils avaient une frontière, ils n'allaient pas y mettre leurs investissements les plus importants. Ici en Nord-Pas de Calais, on a exploité pendant des dizaines d'année le charbon du sous sol parce qu'on ne pouvait pas le délocaliser, mais les usines d'armement et d'aviation, on les avait du côté de Toulouse. On avait vite compris qu'une fois tous les trente ans, les Allemands venaient visiter. Tous les trente ans, on avait droit à un conflit dans lequel une invasion pénétrait sur le territoire. Donc nous n'avions pas d'entreprises porteuses d'avenir. Cela s'est produit dans tous les pays de l'Union européenne. Les productions à haute valeur ajoutée ne se situent pas traditionnellement le long de la frontière mais plutôt à l'écart de la frontière. Maintenant les choses sont en train de changer et c'est important pour l'avenir. Ce que nous devons faire maintenant, c'est coopérer pour amener de la plus value et servir cette autre stratégie de développement.

Voilà un peu mon épitaphe: cette partie de ma vie, je l'ai consacrée à pousser des projets, pousser des réalisations qui sont forcément transfrontalières. Dans les engagements politiques que j'ai eu dans cette région, j'ai été servi par le fait que la construction de l'UE a tout de même été faite pour accomplir cet objectif.

J'ai pendant deux ans présidé le Comité des Régions à Bruxelles, j'en fais toujours partie, ce sont les représentants des régions des vingt-huit pays qui constituent l'Union européenne. A travers cette tribune-là, on peut monter toute une série de programmes qui s'appuyant sur Interreg, sur une vraie politique de coopération, sert le développement des territoires. Le développement des territoires transfrontaliers est devenu un élément de priorité dans la politique de l'UE. On le doit à des hommes comme Jacques Delors qui a pendant un moment présidé le destin de l'Union européenne, ou pour nous ici un homme comme Pierre Mauroy, disparu aujourd'hui, qui a été premier ministre, maire de Lille et président du Conseil Régional Nord-Pas de Calais et qui a regardé comment travailler au-delà de la frontière et construire ensemble des éléments de destin.

Que ce soit au niveau local, régional, national, de plus en plus, la dimension transfrontalière prend de l'importance et elle est considérée comme un élément de la construction de l'avenir, alors qu'hier la frontière était un élément de la prudence par rapport à l'avenir. Et dans le travail que fait

la Mission Opérationnelle Transfrontalière, on commence à voir sur la frontière franco-italienne, franco-espagnole, avec l'Allemagne, aussi avec la Belgique, on arrive à construire des programmes. Reste... la Grande-Bretagne.

Quand vous faites quelque chose dans le contexte de l'Union européenne, vous pouvez l'illustrer en disant toujours à un moment donné, "Reste la Grande-Bretagne". Parce que c'est une île, parce c'est plus compliqué à construire avec une île que sur le territoire continental et parce que c'est plus compliqué de construire avec les Anglais qu'avec tous les autres. On a des programmes financés aussi par Interreg entre cette Région et des régions de Grande-Bretagne. On a des analogies, par exemple sur le travail en direction des quartiers en difficulté dans les agglomérations. On peut faire un certain nombre de choses. C'est toujours beaucoup plus long et beaucoup plus difficile. La construction européenne est aussi une affaire de volonté. Si celui qui est en face de vous n'a pas beaucoup de volonté, il n'y a qu'une solution c'est d'avoir volonté pour deux, mais ça prend un peu de temps et la Grande-Bretagne, c'est un peu plus subtil. Cela a un avantage, c'est qu'on se rend compte qu'ils sont là parce qu'on n'a pas réussi tout de suite. C'est une vraie difficulté.

Cela ne veut pas dire que la Grande-Bretagne ne s'intéresse pas à l'évolution de l'Union européenne, par un phénomène qui est bien britannique la Grande-Bretagne a toujours envoyé à l'Union européenne des fonctionnaires remarquablement formés. Elle est toujours intéressée à bénéficier des programmes mis en place par l'Union européenne et elle sait faire, mais, pour le domaine des collectivités territoriales la coopération territoriale est toujours difficile.

Cela étant, puisque l'université de l'Artois a mis cette réflexion sous l'égide de l'anniversaire de la Première Guerre Mondiale, il faut avoir l'honnêteté de dire que lorsqu'il a fallu se bouger pour venir participer au conflit, ils sont venus: regardez sur la terre du Nord-Pas de Calais, les cimetières que vous allez visiter, le nombre de tombes britanniques est considérable. Mais ce n'est pas la construction européenne, c'était la défense des libertés, ce qui est aussi important à ce moment-là.

On peut passer une vie au combat positif pour le transfrontalier. Vous devez saisir toutes les occasions. Même si les frontières sont différentes et même si elles séparent des pays qui n'ont pas la même histoire ou qui ne sont pas dans l'UE, les problématiques se rejoignent. Il s'agit toujours de faciliter la vie quotidienne de nos concitoyens, il s'agit toujours de porter des programmes d'aménagement et de développement qui sont supranationaux, dans l'UE ou dans la circonscription que vous voulez travailler à forger avec des pays voisins, c'est formidable.

A travers le monde, les leçons à tirer de ce qui permet de passer au delà la frontière et de construire par -delà les frontières deviendront vite universelles, à condition de savoir promouvoir

un certain nombre d'idées et d'avoir la volonté de mener cette construction. Imaginez, vous avez le droit de rêver, alors vous allez rêver quelques secondes, imaginez qu'au lieu du conflit entre Israël et la Palestine, on cherche à construire un avenir commun. La question transfrontalière serait au cœur d'une stratégie de développement ; on aurait peut-être mis fin à des décennies de conflit. Cela peut être vrai ailleurs dans le monde. Cette question de passer des zones de conflit à des zones de développement est une excellente réflexion et doit pouvoir apporter, avec votre colloque et les leçons que l'on peut en tirer, des stratégies de développement nouvelles. Il me reste à me retirer dans l'endroit qu'on m'a destiné avec l'épithète qui indiquera que j'ai consacré une partie importante de ma vie à la solution des problèmes transfrontaliers et peut-être que ceux qui passeront devant se diront, il n'a peut-être pas perdu sa vie s'il a contribué à faire bouger des questions comme celles-là. Merci de votre attention.

- *Question de Emmanuel Brunet-Jailly, Professeur à l'Université de Victoria, Canada, sur 1) la période de présidence de Noël Josèphe et le rôle du Kent County Council dans la construction de l'Eurorégion, 2) le travail de la Flandre de l'Ouest et le fonctionnement de coopération transfrontalière dans un contexte de montée des nationalismes flamands.*

Sur la première question, Noël Josèphe a été président du Conseil Régional NPDC. Pendant cette période, en liaison avec l'Union européenne et les services de la Commission, on a essayé de faire avancer la région transfrontalière, l'Eurorégion. C'est bien, Eurorégion, parce que cela emballe tout le monde. Vous dites venez donc avec nous travailler dans l'Eurorégion, ils viennent tous. D'abord parce qu'ils imaginent qu'il y a de l'argent. Il y en a souvent moins que ce qu'on pense. On travaillait à l'Eurorégion, pas compliqué avec les Belges, Flamands ou Wallons, plus compliqué avec les Anglais. On travaillait avec le Kent. On a eu un certain nombre de coopérations, d'échanges, mais ça avait du mal à aller plus loin. C'est un peu comme un mariage, il faut être deux, au moins, mais on recommande d'être deux et si l'autre a moyennement envie, il faut que le premier ait envie pour deux. Avec le Kent, c'est un peu comme ça. On peut faire des coopérations, on peut faire des échanges, on peut monter des programmes de réflexion, c'est toujours plus difficile à mettre en œuvre. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas le faire, ça veut dire qu'il faut le faire avec détermination et volonté.

Dans d'autres programmes transfrontaliers que vous connaissez dans vos pays, ce n'est pas vrai que le voisin sera toujours enthousiaste. Quelquefois, vous devrez être enthousiaste pour deux. Noël Josèphe avait aussi cette vertu-là, d'être enthousiaste pour deux. Dans les réalisations, je ne peux pas dire que ce sont les réalisations avec la Grande-Bretagne qui ont été les plus formidables. Mais il faut continuer.

Sur la coopération avec la Flandre, j'ai développé la coopération entre la communauté urbaine de Dunkerque et les intercommunalités flamandes . Quand vous êtes au bout de la communauté urbaine, on est le long de la mer, il y a des plages, vous marchez le long des plages et, à un moment donné, vous ne vous en rendez pas compte, vous êtes en Belgique. Il n'y a pas de frontière et le sable, il est le même. A terre, vous faites la même chose, vous marchez, et à un moment donné, vous êtes en Belgique. C'est ça la vie quotidienne, vous pouvez continuer à marcher en Belgique d'ailleurs, tant que vous n'avez pas rencontré un autochtone qui vous parle flamand, vous ne savez pas que vous êtes en Belgique.

Entre la Flandre belge et la Communauté urbaine et littorale de Dunkerque, on a mis en place un outil qu'on appelle un GECT, un groupement européen de coopération territoriale. Le GECT est une invention juridique du Comité des régions et de la Commission Européenne pour favoriser la coopération de part et d'autre d'une frontière. J'ai présidé le GECT alternativement avec le Président d'une intercommunalité flamande. On a travaillé ensemble. Il était de droite, politiquement, mais ça n'est pas une droite caricaturale. Ca n'était pas un mouvement indépendantiste flamand. Tous les ans le président laissait la place à l'autre et devenait vice-président. On a fait des choses ensemble en matière culturelle, d'aménagement et ça s'est toujours bien passé. C'était avec des collectivités dont les mouvements flamingants n'avaient pas la présidence. Donc on a réussi à faire avancer les choses. Ce serait différent si des mouvements flamingants avaient la présidence. Je me permets de dire que de notre côté, ce serait aussi différent si le Front National avait la présidence. Il ne faut toujours aller chercher le problème chez le voisin. Pour le moment, les choses fonctionnent.

L'avantage de travailler dans ces groupements avec les Flamands belges, c'est qu'un Flamand belge, c'est concret. On décide de faire une chose, on la fait. Comme de notre côté, on est des flamands français, parce que toute la partie dunkerquoise, c'est la partie de la Flandre française, on a une façon de travailler qui est un peu analogue. On était Flamands roses et les autres étaient Flamands belges. Ca ne nous a jamais gêné pour construire des choses ensemble.

Je le redis, on a démarré avec la volonté de résoudre des problèmes de vie quotidienne. Vous pouvez travailler sur des enjeux plus importants, plus considérables si vous êtes aussi capables de régler des problèmes de vie quotidienne. L'avenir commence par des problèmes concrets de vie quotidienne, après, il reste les grands projets, les grands destins. D'abord le concret.

*Question de **Stéphane Rosière**, Professeur à l'Université de Reims sur la remise en cause de l'Etat français par les politiques transfrontalières.*

Je suis né à Bailleul, c'est-à-dire en Flandre française, à quelques centaines de mètres des limites entre la France et la Belgique. Dans ma famille maternelle, mes grands-parents qui vivaient à Bailleul comprenaient et s'exprimaient en flamand. Ma mère comprenait le flamand mais ne s'exprimait plus en flamand. Et nous, les frères et sœurs, nous ne comprenons pas et nous ne parlons pas le flamand. En trois générations, on a fait disparaître un élément culturel qui est la connaissance d'une langue voisine. Ce n'est pas le seul cas. Les Bretons ont perdu une partie de leurs connaissances. L'Alsace en a perdu un peu aussi, parce qu'il fallait construire la nation française, parce que l'éducation nationale avait ce rôle là et elle a été efficace. Cela étant aujourd'hui, vous pouvez apprendre le flamand si vous avez envie de l'apprendre.

Je ne vois plus cette tentation du côté des autorités françaises. Je ne vois plus de combat contre la langue du pays voisin. Bien au contraire. On s'aperçoit de plus en plus que si les jeunes la parlaient, ce serait pour eux un véhicule extraordinaire pour leur avenir. Ce combat-là est, pour moi, terminé. On parlera français, allemand, anglais mais on fondera comme ça l'Union européenne. Veillons tout simplement à ce que le Français demeure, parce que quand vous vous approchez de Bruxelles, il y a beaucoup d'analogies entre Bruxelles et Londres. Quand vous vous approchez de Bruxelles, ils se mettent tous à parler anglais. Ce qui est d'ailleurs un phénomène assez drôle, quand vous nommez des hauts fonctionnaires français à Bruxelles, au bout d'un moment, ils parlent tous anglais.

Autre espérance, quand on dit qu'on va avoir de plus en plus de coopération avec les pays d'Afrique et qu'on sait que c'est l'Afrique qui sera sans doute demain ou après demain le continent qui parlera le plus français. Donc peut-être que la France va redevenir au goût du jour, via l'Afrique.

- *Question d'Edmond Sougué, Doctorant à l'Université de Toulouse sur l'histoire du développement transfrontalier et ses acteurs.*

Il n'y a pas eu un acteur, il y a eu la convergence de plusieurs démarches. Jacques Delors, qui présidait la Commission européenne, a décidé que l'avenir de celle-ci serait construit aussi avec les collectivités territoriales, les villes et les régions. Il a beaucoup fait pour cette démarche: il a mis en place le Comité des Régions, il a développé des fonds de cohésion pour financer un certain nombre de projets, donc il a ouvert le chemin. Par ailleurs, il a fallu beaucoup de responsables régionaux, dans les différents pays, maires de grande ville, présidents de régions ou autres pour dire "on veut monter des projets ensemble de part et d'autre des frontières", et ensuite cela a conduit l'Union européenne à mettre en place des financements et des fonds pour financer ces projets. Donc c'est l'ensemble de ces démarches qui fait qu'aujourd'hui une politique de cohésion, une politique décentralisée, une politique d'aménagement transfrontalier peut être présentée. Ne

vous faites pas d'illusions, cela prend des années. Même si vous avez des responsables qui sont volontaires, cela prend tout de même des années.